Faire taire la voix des opprimés

« Le vieux monde se meurt, le nouveau est lent à apparaître, et c'est dans ce clair-obscur que surgissent les monstres » A. Gramsci.

Mardi 17 septembre 2024, le Conseil d'Etat a confirmé l'arrêté d'expulsion d'Abdourahmane Ridouane, pris le 5 août dernier par le ministre démissionnaire de l'Intérieur. Alors que Abdourahmane Ridouane n'a commis aucun crime pour lequel la justice l'aurait condamné, le ministère et le Conseil d'Etat considèrent que les prises de position politiques d'Abdourahmane Ridouane pourraient influencer des individus à commettre des actes répréhensibles. Aucune preuve que ce fut effectivement le cas n'est apportée ! Le Conseil d'Etat ne fonde pas ses décisions sur des faits, mais sur des hypothèses invérifiables. Des juges donnent raison à un gouvernement démissionnaire dont plusieurs ministres sont sous le coup de procédures judiciaires. Le gouvernement islamophobe français ne veut pas sur son territoire d'un responsable associatif musulman respecté et écouté de tous, bien au-delà de la communauté musulmane, dont l'analyse politique s'inscrit au coeur des luttes anticoloniales. Ce gouvernement s'acharne sur un humaniste qui se place du côté des opprimés, et notamment du peuple palestinien, et qui défend courageusement ses positions. En France, on peut faire sans crainte l'apologie de crimes de guerre en soutenant clairement la politique génocidaire sioniste en Palestine. Mais s'indigner devant le massacre de plusieurs dizaines de milliers de Palestiniens, dont une majorité de femmes et d'enfants, réclamer un cessez-le-feu et dire que ces êtres humains ont le droit de résister face à cette horreur est devenu un crime. On marche sur la tête. Islamophobie et sionisme sont les deux faces de cette politique française en déliquescence qui se moque du résultat

des urnes, mais s’acharne sur les défenseurs des peuples et de leurs droits. Nous exprimons à Abderhaman Ridouane tout notre respect et notre soutien pour le combat mené à ses côtés depuis toutes ces années en solidarité avec le peuple de Palestine. Dans cette transition violente entre l’ancien monde et le nouveau monde, le monstre politique n’a pas de pitié pour les opprimés.

Comité Action Palestine, le 19 septembre 2024